

**MOTION des représentants élus au conseil d'administration du Collège Roland
Dorgelès.
CA du 6 février 2024**

Nous, représentants des personnels, des parents d'élèves et des élèves du collège Roland Dorgelès, nous opposons au projet de mise en place de groupes de niveau en Français et en Mathématiques en 6^{ème} et en 5^{ème} à la rentrée prochaine.

Si l'annonce médiatique a pu paraître alléchante au plus grand nombre, la réalité est tout autre et inquiétante.

Nous ne pouvons pas passer sous silence le fait qu'il nous est demandé, pour la deuxième année consécutive, de préparer une rentrée sur des bases floues, changeantes de semaine en semaine, qui ne sont pas actées par des textes officiels et contre lesquelles nous nous indignons.

Les mesures, nommées « *choc des savoirs* », laissent toute la communauté en état de choc pour plusieurs raisons :

- Rentrée 2023 : suppression de l'heure de technologie en 6^e. Cette heure est remplacée par du soutien et de l'approfondissement en français et en mathématiques à grand renfort de campagne médiatique et ressources pédagogiques en direction des équipes reçues le 19 janvier 2024 !!
- Rentrée 2024 : suppression de l'heure de soutien et d'approfondissement (durée du dispositif : 10 mois) sans qu'aucune évaluation n'ait été faite et réduction des horaires d'enseignement obligatoire de 26h à 25h en 6^{ème}. La part structurelle de la DHG se basant désormais sur 25h et non plus 26h. Des options et des enseignements complémentaires seraient supprimés. Ce tour de passe-passe permet de récupérer quelques moyens pour financer partiellement la mise en place des groupes de niveau en 6^{ème} et 5^{ème}. Qu'est-il prévu de supprimer pour leur mise en place en 4^e et 3^e à la rentrée 2025 ?
- La pertinence des groupes de niveau n'est pas prouvée au contraire :

Les recherches montrent que le regroupement par niveau tend à améliorer la réussite des bons élèves mais est préjudiciable pour les plus défavorisés et ceux à besoins particuliers. Nous savons tous que la réussite ou l'échec scolaire sont en grande partie corrélés aux origines sociales des élèves. Et il est prouvé que la mixité, comme l'hétérogénéité, joue un rôle de socialisation indispensable, dynamise les enseignements, et développe l'entraide et l'autonomie.

- Les groupes de niveau instaurent la stigmatisation, le séparatisme, la ségrégation :
Un élève qui entre en 6^{ème} avec un livret faible, risque de rester dans le groupe des faibles toute sa scolarité pendant que les autres progressent. Inacceptable !
Les élèves seraient pendant 9h00 pour les 6^{ème} et 8h30 pour les 5^{ème}, soit plus de 35% de leur temps scolaire séparés de leur classe ! Comment créer du lien, favoriser la socialisation et la cohésion de classe, apprendre la citoyenneté ? Nous ne pouvons ignorer l'impact que cela aura sur les conditions de travail de tous, et sur le climat scolaire.

L'éclatement de la classe risque de déstabiliser et d'augmenter le stress des élèves qui ont 10 ou 11 ans à leur entrée au collège alors que l'entrée dans les apprentissages nécessite de se sentir en sécurité et en confiance. Comment croire que ce qui ne marche pas pour des lycéens, marchera pour des collégiens ? Comment envisager que les élèves puissent se retrouver avec 3 professeurs de français ou de mathématiques différents dans l'année, qu'un professeur principal enseignant le français, par exemple, ne connaisse pas tous ses élèves, que les projets classes et interdisciplinaires soient mis à mal, voire disparaissent ?

Que deviendra l'inclusion des élèves d'ULIS ? Seront-ils dans le groupe des moyens forts dans lesquels ils seront perdus ou bien dans le groupe des faibles au risque d'avoir une image dégradée d'eux-mêmes ?

Un nouvel arrêté sur les grilles horaires des enseignements au collège est en discussion le 8 février au Conseil Supérieur de l'Education. Ce n'est désormais un secret pour personne. Et il est clair que la stigmatisation des plus fragiles porte atteinte aux bases mêmes de l'école publique et fragilise tous ceux qui la portent, les élèves, les personnels, les familles.

Pour toutes ces raisons, nous nous opposons à la mise en place des groupes de niveau. Nous ne pouvons moralement demander des moyens supplémentaires dédiés à la mise en place d'un projet d'école qui deviendrait un outil de tri social des élèves dès le CM2.

Nous demandons de réels moyens pour permettre à **tous** les élèves, non seulement de s'épanouir et de devenir des citoyens libres et éclairés, mais également d'avoir une réelle égalité des chances de réussir ; cela commencerait par moins d'élèves par classe et des moyens véritablement renforcés pour accompagner les élèves en difficulté.

C'est un devoir auquel le service public d'éducation nationale ne peut se soustraire.